JOURNAL

La France après les législatives : essai sur la politique-fiction

En matière de prévision les Français ont surtout entendu parler des sondages électoraux... jusqu'en 1977 où se développe et prospère une nouvelle mode inspirée par la futurologie : ils découvrent alors la politique-fiction. Désormais il n'est plus seulement question de traquer des intentions de vote en alignant des pourcentages ; la question essentielle devient : « Que se passera-t-il après les élections de mars 1978 ? » Pour y répondre on n'hésite pas à appeler l'imaginaire à la rescousse. D'hypothèse en hypothèse les scénarios politiques se bâtissent, les uns fondés sur la victoire de la gauche, les autres sur sa défaite ; tous anticipent l'avenir entre mars et septembre ou octobre 1978 car si « le jeu de la science-fiction consiste à raconter une histoire en stimulant l'imagination » (1), le jeu de la politique-fiction consiste à raconter l'histoire en simulant le sérieux. Comment et pourquoi se livrer à ce jeu ?

Ce qu'est le jeu

Les règles du genre sont simples. Les manières de conter sont multiples, tous les ouvrages (2) cependant convergent quant à l'essentiel : la crise guette la France. Tout est déjà joué ! Peu importe l'euphorie ou la morosité des premières pages, il s'agit toujours d'un scénario-catastrophe ; l'expé-

(1) D. Ioakimidis, in revue *Europe*, n° 580-581, août-septembre 1977, p. 53.

(2) Les ouvrages analysés sont les suivants : C. Clessis, *La dangereuse illusion*, Paris, Plon, 1977, 307 p. ; P. de Commines, *Les 180 jours de Mitterrand*, Paris, Belfond, 1977, 236 p. ; J. Dutourd, *Mascareigne ou le schéma*, roman, Paris, Julliard, 1977, 187 p. ; Fabre-Luce, *Les cent jours de Mitterrand*, roman, Paris, Julliard, 1977, 235 p. ; F. Moreau, *20 h 07, 19 mars 1978, flash, législatives : la gauche battue*, Paris, Ramsay, 1977, 207 p. ; P. Sevran, *Les 180 jours de Giscard, histoire du dernier gouvernement de l'union de la droite*, Paris, Authier, 1977, 211 p.

rience postélectorale doit finir mal, dès l'été pour les pessimistes, à l'automne pour les optimistes. Panique à la Bourse, terreur dans la rue, grèves dans les usines, enlèvements, séquestrations, etc., dissension enfin au sein de la coalition au pouvoir. Un seul espoir — quand il reste un espoir — au fond du marasme : le recours à de nouvelles élections. Le lecteur, futur électeur, un peu perplexe, se demande si le jeu consiste à mener des démonstrations par l'absurde. Dans ces scénarios en effet, que trouve-t-il ? En principe de quoi sourire et de quoi réfléchir.

A l'extrême, farce et fiction se rejoignent mais le sourire se fige vite. Le *Mascareigne* de J. Dutourd amuse certes, il inquiète bien plus encore en bouleversant le décor politique de la Ve République par une dictature à la Robespierre d'un député communiste. Les ambitions hitléro-napoléoniennes de Mascareigne l'incitent à la reconquête de l'Algérie, à la conquête de tous les pays francophones, tandis que l'Assemblée est contrainte d'enregistrer un train de mesures : suppression momentanée des prestations sociales, blocage des salaires à 8 000 F, déportation du Président de la République, etc. Les autres ouvrages respectent dans leur ensemble les institutions et le rituel politiques. La Constitution de 1958, bien qu'elle ne donne pas lieu à des analyses juridiques très poussées (rares sont même les passages où la révision éventuelle de la Constitution est évoquée), hante les esprits ; elle est sans cesse citée, lue et commentée. Elle devient presque un personnage tant sa présence est matérialisée (3). Ces scénarios, une fois décrite la formation pour le moins difficile du gouvernement (4), sans épargner au lecteur les tractations, les hésitations, les supputations et les conciliabules, envisagent dans les six mois une irrésistible dégradation. En ressortent trois types de constatations qui ont trait aux institutions politiques, aux phénomènes économiques et aux relations sociales.

Le fonctionnement des institutions politiques est dépeint sans indulgence. Ainsi le Parlement reste le champ clos des polémiques stériles, les discussions parlementaires ne mènent nulle part, sinon à l'impasse en cas de blocage entre l'Assemblée et le Sénat (cf. Fabre-Luce). La France apparaît orpheline du général de Gaulle, nostalgique d'un rassemblement, d'un phénomène majoritaire — voire unanimitaire — et toujours angoissée par une bipolarisation qui ne se dénoue ni en bipartisme, ni en simple alternance de coalitions stables. Comment accepter que l'expression de la volonté populaire provoque une situation où quelque 10 % à peine de suffrages exprimés suffisent à faire pencher la balance en faveur d'un système politique ou d'un autre ? A ce niveau les institutions sont en

(3) FABRE-LUCE met la Constitution « en scène » : « Giscard réagit aussitôt, à la télévision, au vote de l'Assemblée. Il a placé devant lui, sur une table, le texte de la Constitution », p. 47.

(4) On aura noté dans le cas d'une victoire de l'actuelle majorité que les auteurs soulignent l'écart entre le nombre des sièges et la répartition des voix et qu'ils effectuent un choix identique en faveur de J. Chaban-Delmas comme Premier ministre. Dans le cas où la gauche est victorieuse tous les scénarios envisagent la participation des communistes au Gouvernement.

cause. Le rétablissement de la représentation proportionnelle est proposé dans plusieurs ouvrages ; peut-être faut-il en déduire une tendance à regretter un pluripartisme intégral tel celui de la IIIe République avec des coalitions non plus électorales mais gouvernementales. En fait c'est surtout la fonction présidentielle qui est en question. Le Président Valéry Giscard d'Estaing reste et, puisqu'il ne se démet pas, il se soumet ; n'occupant plus le devant de la scène politique, il « demeure absent » même dans le cas où la gauche est battue. « Personne n'ose crier ni même applaudir. Il ne faut pas troubler le Président. Peut-être est-il en train de se forger une décision » (F. Moreau, p. 127). On attend du Président une décision, or la seule résolution éventuellement retenue est la dissolution de l'Assemblée.

Sur le plan économique les auteurs dressent à qui mieux mieux un noir tableau. Deux interrogations les obsèdent : la France survivra-t-elle à la crise ? Ne sera-t-elle pas isolée dans un contexte européen défavorable à une France endettée ? Gauche victorieuse ou gauche vaincue, le péril semble aussi grand ! Si la gauche est au pouvoir, bien entendu les capitaux fuient. La fermeture de la Bourse (C. Clessis), les blocages des prix, la dévaluation du franc (Fabre-Luce), une législation condamnant la spéculation même si les délits sont antérieurs aux élections (P. de Commines) sont tour à tour envisagés. La nationalisation des grands groupes industriels et du système bancaire est inaugurée dès avril (C. Clessis prévoit 443 demandes de nationalisation enregistrées le 6 avril) ; par la suite peut se poser le problème de l'indemnisation des actionnaires (cf. Fabre-Luce : « Il s'avère, une fois de plus, que le mur de l'argent est fait de beaucoup de petites briques », p. 141). Si la gauche est battue, les scénarios ne sont guère plus rassurants : baisses de la Bourse, impôts nouveaux, panoplie de taxations (F. Moreau signale le retour de la Serisette, la taxation des plus-values boursières), et rationnement du carburant sont prévus. De toute façon l'inquiétude gagne l'étranger, la France devient suspecte. Quelle place peut-elle occuper en Europe avec un Gouvernement de gauche ? P. de Commines donne les résultats des élections au Parlement européen : sur 86 représentants, 29 PS, 20 PC, 14 PR. Quant à C. Clessis, elle s'interroge sur la position du PCF dans le cas où une conférence serait réunie à Budapest, surtout si des manœuvres soviétiques frôlent les frontières yougoslaves.

Voilà brossée la scène politique et économique, reste l'essentiel car le suspense se noue ailleurs, hors du cadre des institutions : dans la rue, dans les musées, dans les usines... Les écologistes en colère envahissent le château de Chambord (F. Moreau), le centre Beaubourg est occupé (Fabre-Luce) et Cohn-Bendit est de retour. Le tocsin sonne parce que La Hague est devenue « la poubelle du monde mais une poubelle explosive » (F. Moreau). Les relais institutionnels habituels sont dépassés : les syndicats se substituent aux partis politiques, les radios pirates (Radio-Chambord ou Radio-Lutèce grâce à laquelle, si l'on en croit P. de Commines, « les Parisiens parlent aux Parisiens ») sont seules en mesure d'informer, les citoyens — sous l'impulsion il est vrai de certains maires — s'organisent spontanément

Victoire de la gauche

Ouvrages	C. CLESSIS *La dangereuse illusion*		P. de COMMINES *Les 180 jours de Mitterrand*		J. DUTOURD *Mascareigne*	
Répartition des sièges à l'Assemblée nationale (1)	PS 139 PC 97 MRG 21 Div. G. 2 259	RPR 135 PR (RI) 45 CDS 18 Div. D. 16 214	PS 189 PC 87 MRG 17 Div. G. 0 293	RPR 119 PR 41 CDS 19 Div. D. 16 195		
% suffrages exprimés (2)	53,2 %	46,8 %	54,91 %	43,80 %		
Premier ministre Date de nomination	F. Mitterrand le 14 mars		F. Mitterrand le 25 mars		R. Fabre puis Mascareigne (PC)	
Principaux ministres	Finances M. Rocard (PS) Intérieur G. Dayan (PS) Défense C. Hernu (PS) Aff. étr. R. Pontillon (PS) Education P. Juquin (PC) Justice R. Fabre (MRG) Travail C. Fiterman (PC)		Finances A. Boulloche (PS) Intérieur P. Mauroy (PS) Défense C. Hernu (PS) Aff. étr. G. Defferre (PS) Education R. Fabre (MRG) Justice R. Badinter (PS) Travail P. Laurent (PC)		Finances C. Hernu (PS) Intérieur G. Schwartzenberg (MRG) Défense Premier ministre Aff. étr. Premier ministre PC Education Justice Juge Charette Travail	
Représentation des partis au Gouvernement	23 PS, 10 PC, 5 MRG		21 PS, 9 PC, 4 MRG		Participation PC	
Président de l'Assemblée nationale	G. Defferre élu contre C. Labbé.		A. Chandernagor			
Cadre Institutionnel Modifications proposées ou adoptées			Suppression de l'art. 16 de la Constitution : révision adoptée par référendum le 11 juin (56 % de oui) selon la procédure de l'art. 89. La RP remplace le scrutin majoritaire.		Le P.d.R. est arrêté pour haute trabison (et exilé sans jugement à l'île d'Yeu). Le Premier ministre qui est aussi Pdt du Comité central du PCF concentre en ses mains tous les pouvoirs. L'Assemblée nat. et le Sénat sont réunis en une Convention.	
Fin du scénario	Situation de crise. Le P.d.R. déclare le *20 octobre* que le désaccord entre lui et le P.M. est total et s'apprête à prendre une décision.		Démission des min. commun. le *27 septembre*. Démission de F. Mitterrand le *2 octobre*. Le P.d.R. dissout l'Assemblée.		Mascareigne est assassiné à la Chambre. Le P.d.R. revient d'exil, propose une alliance socialo-centriste et le retour à la RP.	

(1) Le nombre de sièges pris en référence varie avec chaque auteur. Aucun ne prend pour référence les 491 sièges que comptera l'Assemblée de mars 1978.
(2) Pour C. Clessis les résultats sont ceux du premier et unique tour.

		Victoire de l'actuelle majorité			
FABRE-LUCE *Les 100 jours de Mitterrand*		F. MOREAU *20 h 07, 19 mars 1978*		P. SEVRAN *Les 180 jours de Giscard*	
		PS 140 PC 76 MRG 19 Div. G. 1 236	RPR 107 PR (RI) 71 CDS 60 Div. D. 238	225	234
52 %	48 %	50,4 %	49,6 %	50,9 %	49,1 %
M. X... le 30 mars (censure 1er avril) *Mitterrand*		J. Chaban-Delmas le 22 mars		J. Chaban-Delmas le 27 mars	
Production ind. G. Marchais Finances Boulloche-Rocard (PS) Défense J.-P. Chevènement (PS-CERES) Universités P. Juquin (PC) Justice J.-D. Bredin (PS) Travail N... (PC)		Finances A. Chalandon Intérieur J.-P. Fourcade Défense Aff. étr. J.F.-Poncet Justice S. Weil Travail P. Sudreau		Finances M. d'Ornano Intérieur A. Notebart Défense A. Saunier-Seïté Education R. Haby Justice P. Lombard (PS) Travail A. Bergeron	
Participation PC				Participation PS	
G. Defferre		P. Messmer élu contre G. Defferre			
Projet de révision des art. 19 et 11 (réduction pouvoirs présidentiels), non voté. Session extraordinaire du Parlement dès le 28 mars.		Modification mode de scrutin : RP, 235 sièges, et scrutin maj., 254 sièges. Session extraord. du Parlement en septembre.			
Critique par le PC de la collusion Mitterrand-Giscard rendue publique par *Le Canard déchaîné*. Démission des min. PC. Mitterrand meurt le *28 juin* de mort naturelle.		Le *26 septembre*, situation de crise. Climat de violence et d'anarchie. Le P.d.R. prévoit une dissolution et de nouvelles élections.		Situation de crise. V. G. E... affirme qu'il se maintiendra à la présidence, mais meurt accidentellement en tombant d'un train le *2 octobre*.	

afin de se défendre contre une criminalité galopante. La satire a fait son œuvre, mieux que par une démonstration purement rationnelle la machine étatique est brisée. Elle reste désarticulée, cassée comme un jouet.

Ce qui est en jeu

Pourquoi raconter l'Histoire au conditionnel ? Le jeu de devinette flatte toujours le goût du pari et un lecteur quelque peu averti s'amuse assurément de voir des personnages politiques ou connus projetés sur un théâtre conjectural : verra-t-on M. Rocard aux Finances, C. Hernu à la Défense ou bien A. Saunié-Saïté à la Défense et A. Gaillard, secrétaire d'Etat à la Défense des consommateurs (P. Sevran) ? L'article 16 sera-t-il utilisé ou supprimé ? Le divertissement est plaisant mais il ne doit pas dissimuler la fonction de ces récits. Ces ouvrages de politique-fiction apparaissent à un moment précis où la vie politique française est caractérisée par l'attente ; par-delà les divergences entre les scénarios, il semble donc légitime de s'interroger sur ces textes comme production d'une même époque.

La composante narrative apparaît l'élément fondamental de la politique fiction. Certains auteurs intitulent d'emblée leurs livres « romans », d'autres choisissent de feindre un reportage ; tous narrent non du vrai mais du vraisemblable en « faisant comme si » afin de forcer la crédulité, bref en jouant le jeu du sérieux. Chronologie précise, acteurs réels (5), cadre institutionnel exact, données économiques chiffrées : le plausible alimente la politique-fiction qui tombe rarement dans la pure fantaisie politique (6). Notons cependant que des événements imprévus, imprévisibles sont parfois utilisés pour venir en aide à des scénarios en mal de dénouement : par exemple Fabre-Luce imagine la disparition de F. Mitterrand, P. Sevran celle du Président Giscard d'Estaing. En général le probable l'emporte sur l'imprévisible : telle est la condition nécessaire pour que le lecteur, lui aussi, joue le jeu. Le but est en effet de provoquer chez l'électeur en puissance l'adhésion au récit ; cet ensemble de mises en scène d'acteurs réels dans des situations hypothétiques permet alors — conformément à l'objet de la classique théorie des jeux — d'évaluer des risques, c'est-à-dire de se livrer à la prévision. Tout discours conjectural est en ce sens réducteur d'incertitude, il n'en a pas pour autant une fonction rassurante.

Les scénarios de la politique-fiction reproduisent la tendance de la science-fiction française ; « ... le thème de la fin du monde est le thème central de la nouvelle « politique-fiction » et..., depuis un siècle au moins, il n'a jamais cessé d'être le thème central de la plupart des récits de SF nationaux » (7). L'hypothèse demeure la crise ou/et la catastrophe ; aucune

(5) En principe les acteurs politiques sont cités nommément, sauf par Fabre-Luce dans le cas de M. X... qui pourrait être E. Faure.

(6) La fantaisie politique est illustrée par certains ouvrages dont celui de J. KEVIN, *La carte glissée*, Paris, J.-J. Pauvert, 1978. J. Kevin imagine l'inscription du Président de la République au PCF.

(7) J. GOIMARD, in *Europe*, *op. cit.*, p. 12.

fiction qui ne soit marquée par l'échec. Etrange désir de faire peur ! Ces récits ont essentiellement une fonction dissuasive, il appartient à l'é-lecteur de tirer la « morale » de l'Histoire afin de prendre les élections au sérieux (cf. Fabre-Luce : « Il me semble voir deux hommes qui se croisent, l'un regrettant son adversaire et l'autre regrettant son vote. La France n'a peut-être pas assez réfléchi le 19 mars », p. 220), à moins que de vieux fantasmes anarchisants ne dé-construisent sournoisement le système, en dénonçant l'inanité de toute pratique électorale. La prospective offre alors la perspective de nouvelles élections quand tous les scénarios — ou peu s'en faut — soulignent l'inutilité, voire l'absurdité du recours au suffrage. Etrange mise en scène du politique ! Du fictif au probable et du probable au réel la marge est étroite, c'est là que s'inscrit — en marge de la politique — le discours de la politique-fiction car « le monde entier, cela va de soi, n'est pas un théâtre mais il n'est pas facile de définir ce par quoi il s'en distingue » (8). Au bénéfice du doute le jeu devient sérieux.

En outre il faut ajouter que dans ce théâtre de l'étrange le futur électeur ne se sent nullement étranger, l'avenir y prend un certain goût de passé. La politique-fiction serait-elle une machine à remonter le temps ? Elle raconte l'Histoire certes mais elle n'a à proposer qu'une lecture inversée de l'Histoire ; tous les textes évoquent le passé et la formule de l'anticipation se réduit au déjà vécu. Les scénarios d'après mars 1978 ne sont que des « remakes » de scénarios connus : 1793 ou 1798, le Front populaire, l'après-guerre, les débuts de la Ve — surtout l'année 1962 —, mai 1968 et aussi l'affaire Lip, le Larzac ou le scandale du Watergate... La représentation du futur emprunte ses images au passé ; la politique-fiction n'est que la débitrice de la mémoire collective des Français. Ce n'est nullement un hasard si ces ouvrages ont tendance à esquiver une réelle analyse des institutions : ils ne prennent « réellement » en compte que des images, des mythes. Ainsi la narration est envahie, occupée par la reproduction de propos symboliques : on parle et on fait parler. Expriment à tour de rôle leurs opinions — car il s'agit plus souvent d'opinions ou de consultations que de décisions — le Président de la République, le Premier ministre, les députés, les journalistes, les politologues, etc., à la télévision, à la radio (pirate ou non), dans la presse, dans les salons. Le langage n'est plus un *moyen* d'expression et d'analyse, il se substitue à l'analyse et n'exprime plus que lui-même : pour le plaisir ; certains morceaux de bravoure littéraire sont consacrés au pastiche et cela n'est pas surprenant quand les récits sont construits à travers un jeu de dialogues.

La politique-fiction est révélatrice des représentations, des croyances quant au monde de la politique ; elle ne prétend pas comme les sondages « coller à la réalité » et pourtant elle reflète, fidèle miroir, une image certaine de la France. Les démonstrations tournent court puisque les auteurs n'hésitent pas à envisager le ballottage des Français d'une élection à une

(8) E. Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Minuit, 1973, t. I, p. 73.

autre ; voilà les électeurs renvoyés à leurs doutes. Les scénarios s'effilochent, l'absence de fin n'est qu'une forme de la négation : négation des institutions, négation de la représentativité, négation du temps, négation... des scénarios eux-mêmes. La peinture en trompe-l'œil confond illusion et réalité, avant et après ; symboliquement le jeu de la politique-fiction se met en échec parce que la France a peur de passer de l'autre côté en mars 1978, de « l'autre côté du miroir ». Ainsi « subrepticement, l'histoire qui se donnait, par l'intermédiaire de l'échiquier, des lois de cheminements en nombre précis, est partout dévoyée, à commencer par le dévoiement du jeu d'échecs qui se met lui-même en échec en tant que jeu visant à une victoire suivant les règles, et se déjoue » (9).

Béatrice LANDERER et Catherine ROUVIER,
Assistantes de droit public à Paris II.

... ET LES RÉSULTATS RÉELS EN MARS 78

	% *des exprimés au 1er tour*	*Nombre d'élus*
Extrême-gauche	3,3	0
Parti communiste	20,6	86
Parti socialiste	22,6	104
MRG	2,1	10
Total « gauches »	48,6	200
Ecologistes	2,1	0
Divers	2,8	2
Maj. président.	2,4	4
UDF	21,5	137
RPR	22,6	148
Total « majorité »	46,5	289

(Chiffres du ministère de l'Intérieur.)

(9) H. CIXOUS, Introduction à *De l'autre côté du miroir et de ce qu'Alice y trouva*, Paris, Aubier-Flammarion, 1971, p. 17.